



Groupe 2 : Attractivité et fabrication des œuvres

Troisième réunion – 30 mai 2024

Attractivité territoriale et fabrication

Que ce soit à travers la commission régionale du film et le réseau des bureaux d'accueil des tournages, le réseau des résidences ou les dispositifs de soutiens aux auteurs, aux sociétés de production ou aux œuvres, les partenaires de la coopération pour le cinéma et l'image animée sont engagés dans une démarche d'attractivité territoriale dans leur politique publique de soutien au cinéma et à l'audiovisuel qui complète les dispositifs nationaux type crédit d'impôt. En s'appuyant sur la richesse de ses décors, de ses filières techniques et de production, prestataires et talents, de quelle manière les collectivités territoriales partenaires et la DRAC favorisent-elles l'accueil de tournage et de fabrication que ce soit au stade de la conception des œuvres, de la production ou encore de la post production ? Comment valoriser le territoire et ses forces au mieux dans un contexte de mise en concurrence des régions et de redéfinition de la cartographie des tournages (cf appel à projet France relance 2030) ? Comment équilibrer l'accueil de tournage et de fabrication dans la plus grande région de France tout en répondant aux enjeux d'accessibilité et d'éco-conditionnalité ? Les outils en place peuvent-ils être améliorés pour unir les forces vives en présence et peser au niveau national et international ?

Réunion 3 : Pistes d'amélioration et préconisations

Ordre du jour :

Ces concertations ayant pour but de pouvoir faire émerger des propositions visant à envisager une réforme des soutiens envers les œuvres, entreprises (Fonds de soutien et fonds filières) et envers les auteurs (parcours d'auteur), il convient de formuler des préconisations.

Aides à l'écriture, au développement et à la production au fonds de soutien audiovisuel et cinématographique, aides au développement et à la production du fonds Innovation long-métrage, aide au projet d'après, aide au programme des sociétés, Nouvelle-Aquitaine Film Workout...Quelles évolutions ou améliorations envisager concernant ces soutiens pour promouvoir l'appareil de production néo-aquitains ? Quelles autres aides sont à créer ? Quels critères doivent évoluer pour faire rayonner la filière régionale ?

Parmi les outils de politique publique, le Crédit d'impôt (cinéma, audiovisuel et international) et les fonds régionaux permettent de localiser en région des dépenses éligibles. Comment les collectivités territoriales peuvent-elles accompagner les sociétés de production sur ces démarches ? Comment définir ces dépenses éligibles au mieux ? Quelles modalités adapter aux besoins du secteur ? Comment rendre ces accueils de tournage et fabrication bénéfiques pour l'ensemble de la filière ?

Comment assurer la pérennité financière des entreprises régionales dans leurs phases d'investissement, de diversification des activités, de démarches d'exportation... ? Comment les aider à faire face aux enjeux de RSE ?

Comment accompagner l'évolution des métiers et favoriser le recours à des emplois culturels et prestations techniques de la préparation à l'achèvement de l'œuvre ?

Comment faire rayonner les œuvres soutenues dans un contexte mouvant (essor des plateformes, numérisation des usages, éco-conditionnalité des aides, essor des intelligences artificielles...) ?

Participants :

ALCA NOUVELLE-AQUITAINE :

Sandrine Thoreau, Maelys Gosset, Cecilia Laugère, Laurent Moreau, Nathalie Bremond, Pauline Lavallée, Noémie Benayoun, Manon Delaune

PARTENAIRES COOPÉRATION :

Agnès Paratte, Région Nouvelle-Aquitaine
Jeremie Obispo, Région Nouvelle-Aquitaine
Camille Jault, Région Nouvelle-Aquitaine
Pascal Lefort, Pôle image Magelis

PROFESSIONNELS :

Thierry Lounas, Capricci
Jean-Raymond Garcia, La tribune des auteurs
Geoffroy Faure, Naais
Jules Grange, Kidam
Florent Coulon, Vrai Vrai Films
Yoann Costedoat Descouzeres, Maelstrom
Francois Célérrier, Les Films Du Relief
Stephan Boschat, Makma
Anthony Roussel, Du cinéma plein mon cartable
Sandrine Serna, Réalisatrice
Nicolas Blard, Réalisateur
Aramayis Mkrtchyan, Réalisateur
Pierre-Henri Arnstam, Espace Productions 47
Charles-Edouard Woisselin, Peña
Xavier Truchon, Toku
Amandine Rubi, Directrice de Production (Loops creative)

Synthèse

1. Emploi des techniciens locaux : Mettre en place un rendez-vous préalable avec le producteur demandant une aide du fonds de soutien et une fiche d'embauches prévisionnelles pour favoriser l'emploi des chefs de poste locaux.
2. Nécessité de bilans et de chiffres : Importance d'obtenir des données précises sur l'emploi des techniciens (accent sur les chefs de poste) pour mieux évaluer et ajuster les dispositifs d'aide.
3. Attractivité territoriale vs attraction territoriale : Distinction entre attirer des productions extérieures et maintenir les producteurs et techniciens en région.

4. Equilibre entre dépenses et emploi : Trouver un équilibre entre les dépenses liées à l'accueil logistique des tournages (hôtellerie, restauration) et l'emploi régional (techniciens, intermittents).
5. Dispositifs historiques et innovations : Questionnement sur la création de nouveaux dispositifs innovants pour soutenir à la fois l'attractivité du territoire et la régénération des talents locaux.
6. Vérification des tarifs pratiqués : Instaurer une vérification des tarifs pratiqués par les productions pour s'assurer du respect des conventions et des salaires justes.
7. Soutien à la post-production régionale : Importance de promouvoir les infrastructures techniques régionales et de soutenir économiquement les studios de post-production.
8. Critères de soutien économique : Intégrer des critères économiques d'emploi dans les évaluations des aides pour soutenir le développement économique des entreprises régionales.
10. Multiplication des sessions d'aide : Avoir plusieurs sessions d'aide (notamment pour le NAFW) par an pour mieux correspondre aux besoins des projets en termes de timing.
11. Dans les conditions de réciprocité, inscrire ALCA en tant que destinataire des rendus de comptes afin de faciliter l'élaboration des bilans.
12. Aide au programme de structuration : Soutenir la structuration des entreprises de production pour accompagner leur diversification, les enjeux RSE, et la montée en compétence des équipes salariées permanentes.
13. Présence régionale dans les commissions du fonds de soutien ou des fonds filières : Augmenter la présence de professionnels régionaux hors Île-de-France dans les commissions d'évaluation des projets pour une meilleure prise en compte des dynamiques régionales.
14. Créer un dialogue avec les services des impôts afin qu'ils soient mieux armés sur les crédits d'impôt audiovisuels et envisager des prêts à taux zéro pour réduire les frais financiers des producteurs.

Ces points soulignent les besoins en transparence, en soutien économique et en adaptation des critères pour renforcer la filière audiovisuelle régionale et maximiser l'emploi local.

Ingrid Florin-Muller, ALCA :

Objectif concertations : instaurer une phase de dialogue entre différentes parties prenantes, publiques et privées, co-construction des politiques publiques dans le respect de chacun des partenaires et de leurs enjeux, recueillir les besoins, enjeux, analyses des professionnels, renforcer le dialogue, identifier des pistes d'évolutions des modalités de soutien et d'accompagnement sur des sujets prioritaires définis par les partenaires de la coopération (comité de pilotage).

Deux thèmes prioritaires : réforme des fonds sélectifs, accompagnement des parcours d'auteurs.

Propositions des professionnels soumis à l'appréciation du comité de pilotage pour envisager une éventuelle transposition dans les règlements d'interventions ou appels à projets.

Nous : faire émerger des propositions ; les instances : (copil, cotech, assemblées exécutives des collectivités) : souveraines dans leurs choix de politiques publiques et dans les décisions de transposition ou non des propositions dans leurs dispositifs de soutien et d'accompagnement.

Contrainte : Budget global constant – propositions doivent tenir compte de ce contexte budgétaire contraint.

Dialogue : partager les besoins, constats, difficultés, identifier des réponses, solutions, élaborer des scénarios et pistes d'évolutions à proposer, favoriser l'interconnaissance de l'ensemble des professionnels (copil souhaite favoriser et encourager une représentation des différents métiers de la filière dans les groupes de travail – bonne représentativité des problématiques et besoins), échanger et construire des propositions en groupes de travail

Méthodologie : respecter la parole et les points de vue de chaque participant même en cas de désaccord, équilibre dans la prise de parole.

Restitution à La Rochelle le 3 juillet, synthèse des 4 groupes de travail, suivie d'un pot de l'amitié.

Anne Laure présente l'ordre du jour pour lancer les échanges.

Débat :

Thierry Lounas (producteur, distributeur, éditeur Capricci) : par rapport à l'ODJ, je voulais parler de l'emploi des techniciens, on a fait avec une centaine de techniciens une lettre ouverte au Président de la Région pour s'inquiéter des emplois des techniciens sur les tournages en Nouvelle-Aquitaine, notamment l'emploi des chefs de poste car on sait qu'ils sont peu employés sur les films accueillis et que c'est un problème pour toute la filière. Nous avons donc essayé de réfléchir à des dispositions pour permettre de mieux en tenir compte, notamment lors de films soutenus par la Région. Nous savons bien que c'est le chef de poste qui engagent leurs assistants.

Donc différentes préconisations pour accueillir les productions et employer les chefs de poste : un rendez-vous préalable au dépôt de dossier, comme cela se fait dans d'autres régions, avec un engagement du producteur en termes d'emploi en remplissant une fiche sur l'emploi de ces chefs de postes et techniciens (avec noms) au moment du dépôt, pour qu'il puisse se projeter. Nous n'avons pas de chiffres sur cette embauche. C'est important de les avoir. On voit effectivement des films qui viennent tourner, y compris des films à gros budget, où aucun chef de poste n'est présent.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : ok, donc en récap, un rendez-vous préalable pour discuter avec le producteur en termes d'emploi et une fiche lors du dépôt avec les embauches prévisionnelles. Dans la fiche de demande et d'engagement actuellement remplie au fonds de soutien, il y a déjà une case prévue pour les emplois prévisionnels.

Thierry Lounas : Mais ce n'est pas forcément des chefs de poste. La notion de chef de poste est primordiale, il faut mesurer l'emploi d'un film aux chefs de poste qu'il engage, c'est primordial pour avoir d'autres emplois derrière. Les productions se cantonnent souvent à de la régie, des assistants, des seconds assistants voire des stagiaires mais pas de chef de poste.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Et l'autre point saillant, c'est le besoin d'avoir des chiffres et des bilans. Est-ce que vous voyez autre chose pour répondre à ces enjeux sur l'emploi ?

Jean-Raymond Garcia (La Tribune des auteurs) : J'ai une intervention sur un autre terrain, donc s'il y a des techniciens plateau et post prod qui veulent rebondir sur ce que vient de dire Thierry...

L'intérêt public régional, ce qui a fondé une double stratégie territoriale, il me semble que nous avons une région très engagée en matière de films incarnés par des producteurs extra territoriaux qui n'ont pas le réflexe de prendre en considération l'intérêt public régional et notamment sur la question d'emploi culturel, du régime de l'intermittence et qui sont strictement sur des dépenses pas forcément qualifiées sur ces terrains-là, qui relèvent, et elles sont importantes, de l'hôtellerie, de la restauration, que l'on pourrait associer au versant du tourisme. Il y a aussi un équilibre à trouver avec l'initiative régionale, qui n'en est pas moins importante en termes d'emplois. Notamment de la part de producteurs, productrices qui sont résidents, impliqués, en région et cinéastes régionaux qui ont plus grande attention à des familles de collaboration, de création en région (notamment en documentaire). Il me semble qu'en terme d'emploi, on résonne beaucoup en accueil des tournages et en fiction. L'économie du documentaire est très importante, elle existe, elle est sans doute moins spectaculaire,

mais elle n'en est pas moins structurante, c'est aussi une considération à apposer d'après moi. En relisant les comptes rendus, une chose m'a frappée, c'est l'énonciation même de ce groupe « Attractivité territoriale ». C'est un terme qui a vocation à attirer l'extérieur. Attractivité territoriale ou attraction territoriale ? Qu'est ce qui fait rester les producteurs, les prestataires de service et techniciens en Région Nouvelle-Aquitaine ? Et la fabrication des films est encore une autre problématique. Voilà, c'est un des premiers éléments que je voulais porter, ou réflexion à votre attention.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Cet objectif d'attractivité comprend à la fois le fait de faire venir les productions mais aussi de maintenir la réalité. C'est ce qui était formulé dans le chapeau de groupe.

Jean-Raymond Garcia : Alors, est ce que l'on n'est pas arrivé à saturation ? C'est une vraie question. J'ai le sentiment d'une dérégulation du système de l'attraction fondée sur des dispositifs « historiques » qui étaient ceux de la Région Aquitaine, avant la fusion notamment.

L'aide au programme, le COM, le fonds FILM, quel est le dernier dispositif innovant qui a été créé dans les 5 ou 6 ans et qui y a participé ? Tous ces dispositifs ont participé à la fois à l'attractivité du territoire mais aussi à la régénération à tout égard, non ? Des catalogues même des productrices, producteurs, je constate, en partageant avec vous, que très peu de choses sont prévues, ont été prévues, à l'époque au niveau des auteures et c'est désormais une priorité posée par le conseil régional. Je me demande jusqu'à quel niveau sans risquer la dérégulation ?

A quel niveau on poursuit ce travail d'attractivité, sachant qu'on est précisément, et vous avez toujours eu soin de le préciser, dans une démarche de budget constant, voire, dans certains groupes, annoncé en baisse ? Est ce qu'il ne s'agit pas de réfléchir au redéploiement des crédits d'intervention tant du côté des fonds filière d'ailleurs que du fonds de soutien ? Avec, en tête, un déséquilibre notoire dans les investissements en faveur de l'initiative extra territoriale à l'initiative régionale du côté de la création comme de la production.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Dans les deux premières interventions, on voit les questionnements de l'emploi et comment, à travers les dispositifs, on favorise l'emploi en région, en le mesurant au moment du rendu de compte, et en l'encourageant au moment du dépôt.

On voit également le sujet des dépenses éligibles qui est une bonne question aussi. C'est-à-dire, comment trouver cet équilibre dont parlait Jean Raymond, entre l'emploi et le « tourisme ».

Jean-Raymond Garcia : Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je parle d'une notion d'équilibre entre initiative extra régionale avec des modalités de condition de réciprocité, et je pense que ce que dit Thierry, plus fine, en termes d'intérêt public dans l'emploi, notamment sur l'emploi culturel et des intermittents, les associer à la fabrication des films, on pourrait aussi évoquer hors plateau les entreprises et prestataires en production, et l'initiative régionale qui ne relève pas des mêmes dynamiques en termes d'emploi régional. Je pense que se crée un phénomène de proximité qui s'exerce naturellement entre un producteur.trice de la région qui a déjà travaillé avec des techniciens et qui peut, quand ils sont disponibles, avoir à nouveau recours à leurs compétences, parce que la ressource existe et c'est assez différent de ce que vous venez de conclure.

Yoann Costedoat Descouzeres (Maelstrom) : Je suis chef monteur et un des associés de Maestrom, studio de post-production en région nouvelle-Aquitaine, installé à Bègles. Je voulais rebondir sur ce qu'a dit Thierry et Jean Raymond, sur l'emploi des chefs de poste, peut-être instaurer une vérification ou une incitation sur l'emploi des techniciens régionaux. Nous en avons déjà parlé à Brive mais on propose à des techniciens de travailler à des tarifs qui sont hors convention, c'est monnaie courante. Je pense que ça vaudrait le coup qu'il y ait un peu de vérification sur ces sujets, et par ailleurs, en ce qui concerne l'attractivité dont il est question. Je pense qu'autant pour le tissu régional que pour les projets extérieurs, enfin extra-territoriaux, qui viendraient fabriquer en région, leur dire à quel point il existe des infrastructures susceptibles d'accueillir des actions de filière, typiquement des

infrastructures techniques pour la post production, est primordial pour l'attraction et l'attractivité du territoire. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où de nombreux projets sur lesquels les acteurs de post prod se posent la question est : est-ce qu'ils acceptent de travailler à perte ou de refuser le projet ?... Il y a beaucoup de projets qui ont ces données en termes de financement. Dans ce genre de pragmatisme, c'est difficile de se confronter à ce que vous avez re-évoqué dans l'ordre du jour du coup. Les évolutions RSE, techniques et technologiques, etc etc...

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Tu parles du devis qu'émet une structure de post production à la société de production ?

Yoann Costedoat Descouzeres : Oui

Ingrid Florin-Muller, ALCA : ...À une production qui a été soutenue ?

Yoann Costedoat Descouzeres : Projets aidés ou pas aidés. Dans les deux cas, ça existe effectivement. Nous avons autant de producteurs qui nous demandent (quand je dis « nous », je parle en tant que société de post production) de baisser les devis. On fait face à des demandes de tarifs non réalistes face aux amortissements et salaires.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Qu'est-ce que la Région peut faire par rapport à cette réalité de marché ?

Yoann Costedoat Descouzeres : Par rapport à cette réalité de marché, je pense que j'avais déjà souligné l'aide au fonctionnement des entreprises en particulier pour les questions de recherche et développement, de RSE, et tous les enjeux sociaux, économiques et écologiques. Comment peut-on imaginer faire de la post production en dépensant moins d'énergie, en faisant moins déplacer les gens, en étant plus égaux en termes de répartition des salaires, etc... ? Il n'y a pas de structure qui ait des dimensions qui peuvent soutenir des salaires dédiés à la production de cette pensée et de cette recherche. Si on veut faire perdurer des entités en région, il faut imaginer accompagner économiquement cette partie du travail et pour ce qui est de la budgétisation de ce que ça coûte de venir étalonner dans un auditorium par exemple. Je pense que c'est pertinent que quand, à minima, des films sont aidés par la région, que cette dernière vienne vérifier que les salaires et les tarifs pratiqués sont réalistes (respect des conventions), au moment du rendu de comptes.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : En accord avec les normes du secteur ?

Yoann Costedoat Descouzeres : C'est ça, exactement.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Donc l'idée serait de le notifier à la signature de la convention de financement et lors du rendu de compte, pour le paiement du solde ?

Yoann Costedoat Descouzeres : Dans des secteurs d'activité qui ne sont pas forcément le cinéma mais l'audiovisuel, nous avons été témoins, l'année dernière, d'un appel d'offre de l'agence régionale de santé qui demandait à avoir des vidéos de communication et qui a choisi un prestataire qui proposait un tarif avec lequel il n'est décemment pas possible de payer correctement les techniciens qui ont fait le travail. Et je pense que ça existe dans plein de domaines.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Au moment de l'évaluation des dossiers au fonds de soutien, il y a quand même des discussions sur les devis, sur les tarifs/jours des techniciens.

Yoann Costedoat Descouzeres : tout à fait, mais après la réalité évoquée, c'est le fait que les productions viennent, après le chiffrage, voir les prestataires en leur disant « ok, j'ai été aidé, j'ai eu telle dotation et je suis déjà en négatif sur le budget du film et je ne peux pas me permettre de

dépenser autant » pour savoir à quel point on va être capable de faire baisser le devis, les salaires, etc... C'est clairement à minima, le rendu de compte vérifié qui permettrait de mesurer cet écart.

Anne-Laure Jouanne, ALCA : Lors d'une précédente réunion, tu l'avais évoqué aussi dans le cadre du dispositif du Nouvelle Aquitaine Film WorkOut, il me semble.

Yoann Costedoat Descouzeres : Et pour cause, il n'y a pas d'évaluation à posteriori dans ce dispositif, à ma connaissance.

Jean-Raymond Garcia : mais si les producteurs sont en situation de devoir négocier à la baisse avec les partenaires des industries techniques, c'est aussi parce que les chiffrages peuvent être parfaitement aberrants. Il n'est pas rare désormais de constater que des collectivités territoriales, associées à la convention de coopération s'inscrivent avec des financements à hauteur de 10 000€ pour une aide à la production de longs-métrages. Je vais être très clair, je suis donc auteur, réalisateur, producteur. Le dernier long-métrage que j'ai co-produit, « Chevaliers Noir », qui a obtenu le Grand Prix à Angers en 2023, qui a eu l'aide de la région de 60 000€, ça correspond possiblement à une aide à la production en documentaire, mais pas en fiction. C'est trop peu. Selon les modalités différentes en termes de taux de dépenses sur le territoire qui m'a soutenu, j'ai pu compter sur la Charente Maritime à hauteur de 40 000€ avec une région qui demande 100% de dépenses en région et un département qui demandait 160% en taux d'interventions non pas sur l'aide obtenue mais de l'ensemble des aides publiques. Ce qui est totalement délirant. Je crois qu'il y a, au niveau des règlements d'intervention, et plus généralement des conditions de réciprocité, des conventions qui lient aussi bien les auteurs sur les aspects de l'aide à l'écriture ou pré-écriture comme pourrait l'être au projet d'après, il y a un travail à faire sur une harmonisation des usages de la production et de la création d'initiative régionale. C'est, me semble-t-il, le premier point.

Ensuite, Thierry pointait un élément récurrent, dans toutes les discussions au sein des groupes de travail, c'est la difficulté d'obtenir des bilans, notamment les dépenses. Je suis très étonné. On produit des films, il y a des rendus de comptes, et c'est légitime eut égard à l'engagement des aides publiques, qui sont faits auprès des services du Conseil Régional et collectivités départementales qui ont participé au financement de nos films. Si ALCA, qui a quand même un rôle observatoire, éprouve des difficultés à obtenir de la part de sa tutelle l'accès à ces rendus comptes, n'hésitez pas à inscrire dans les conditions de réciprocité que vous êtes destinataires de ces rendus comptes et ça permettra d'économiser pour vous du temps et vous serez en mesure, en qualité de coordinateur des fonds de soutien, d'avoir l'ensemble des éléments de ces réflexions sur la chaîne pour pouvoir faire des bilans.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Donc là, il y a le sujet de l'harmonisation des usages au niveau de l'intensité des aides, le sujet également des montants de chiffrage qui ne doivent pas être trop bas. Nous avons vu qu'il s'agit de faire des propositions à un budget constant, la question est donc d'aider moins de films avec un montant plus élevé pour les collectivités au lieu d'en aider plusieurs à des montants moindres ?

Il y a la question de la publication du rendu de compte semble-t-il.

François Célérier (producteur Les Films du Relief) : Je désire compléter ce que dit Jean Raymond sur le niveau des montants de financement, de notre point de vue de production de documentaires. Il faut souligner le budget constant pour la Région. On parle aussi de budget constant qui ne tient absolument pas compte de l'inflation, ni des diffuseurs nationaux et/ou régionaux qui, selon mon point de vue, ne jouent pas totalement leur rôle. Le principal, c'est France Télévisions et ce n'est évidemment pas à Bordeaux que ça se décide, mais on entre en coproduction avec eux sur un pré achat et un apport en numéraire de 10000€ pour faire un documentaire de 52', c'est médiocre. Cela n'a pas augmenté depuis 10 ans. Les autres diffuseurs régionaux ont des budgets quand même assez courts, je n'ai pas le détail pour TV7 mais j'ai en tête Kanaldude. De quelle manière la Région peut-elle peser sur l'apport des diffuseurs ? C'est une autre question mais c'est aussi un autre paramètre qu'il faut avoir en tête. Je

profite d'avoir la main pour parler aussi des critères, plus précisément, sur la manière dont la Région pourrait intervenir pour soutenir, pour renforcer à la fois l'activité des sociétés néo-aquitaines et renforcer cette attractivité ou cette attraction, comme le dit Jean Raymond. Quid des critères des types de films ? Je m'explique : je fais du documentaire de création et non pas du reportage documentaire d'évasion, de découverte ou de sport, ce genre-là, de création, est plus ou moins aidé, plus ou moins identifié. Les documentaires qui n'ont pas le label documentaire de création sont quasi invisibles aujourd'hui sur notre territoire. Vous pouvez me contrer et m'apporter la contradiction mais, de mon point de vue, ces documentaires ne sont quasiment pas aidés par la région pourtant ils créent de l'emploi chez les intermittents, ils créent de l'activité dans différentes structures de production et de distribution et de vente. J'ai en tête une série qui a été faite à minima, qui est absolument indépendante, une sorte de magnifique pub promotionnelle pour le sport, les sites, les lieux du littoral néo-aquitain qui est diffusée à l'international et qui est diffusée sur des chaînes spécialisées françaises. J'ai eu 0€, j'en ai parlé avec Nathalie Foucard. Cette série n'a quasiment aucune source de financement en dehors des fonds propres de la société. Aucune source de financement régional. Pourtant la Nouvelle-Aquitaine se prétend être la région du surf.

Je prends un exemple précis mais je pense que je ne suis pas le seul dans ce cas-là. Je suis à la Peña, je sais qu'il y a d'autres sociétés qui ne font pas que du documentaire de création, qui font d'autres genres documentaires, qui vont aussi sur le court-métrage de fiction. Si on se place tout simplement du point de vue du chef d'entreprise qui veut porter des projets et qui veut participer pleinement à l'activité de notre région, on a zéro ressource de la Région, à moins que vous ne trouviez des contres exemples, dans le cadre du fonds de soutien mais je ne suis pas sûr qu'il en existe, et c'est bien dommage.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Dans le cadre du fonds de soutien documentaire, il y a des documentaires de création qui sont soutenus, un peu de magazines d'intérêt culturel et de captation de spectacles vivants - également dans le cadre du COM qu'a signé la Région avec les télévisions régionales que vous avez cité. Et je pense que l'interlocuteur n'est plus Nathalie Foucard aujourd'hui, je pense que vous avez identifié un nouvel interlocuteur sur ce sujet.

Francois Célérier : Il n'y a pas de financement pour ce qui est entre le documentaire de création et les magazines reportages. Et pourtant c'est une part importante de la fabrication audiovisuelle en France. Particulièrement en Nouvelle-Aquitaine. Quand je dépose à l'aide au programme avec des sujets de documentaire mais pas seulement de création, mon aide est toujours rejetée. Et on m'explique que c'est à cause de ça. Voilà, c'est dommage.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Ok, merci pour ces retours.

Thierry Lounas : Je ne fais pas de documentaire, mais je souscris pleinement à ce qui est dit puisque le développement d'une filière ne peut pas passer que par la création, par un biais purement artistique, dans l'évaluation. Nous sommes des entreprises également, nous créons de l'emploi, de l'emploi permanent.

On nourrit toute une filière, et pas qu'audiovisuelle. Les avocats par exemple - il y a tout un tissu qui vit de nos entreprises. La question, à travers des fonds, que ce soit filière, innovation, FILM ou aide au programme mène à une économie qui est importante aujourd'hui, il faut trouver une solution pour que des grosses entreprises comme des petites entreprises puissent être évaluées sur leur dynamisme économique et pas seulement artistique. On voit bien que d'ailleurs, c'est valable pour l'emploi des techniciens. Beaucoup travaillent en Occitanie, notamment sur des séries récurrentes qui ne sont pas les plus grandes séries que produit la France, mais ça fait beaucoup d'emplois. C'est vrai que la question du développement économique de l'entreprise est vitale.

Les critères économiques d'emploi doivent être portés à la connaissance des membres d'un comité au même niveau que les critères artistiques. C'est une grande question mais beaucoup de techniciens sont présents en région et peuvent aussi avoir un accès à l'argent public de la Région qui favorise la

production. Cela étant un premier point, reparlons juste un peu d'emploi, pour aller aussi dans le sens de ce qui a été dit sur les bilans, notamment.

Nous avons du mal à savoir qui est l'observatoire des politiques cinématographiques de la région ? ALCA ou Région ? Il serait important que cela soit l'Agence, avec clairement un rôle d'observatoire pour pouvoir fabriquer des indicateurs, de les rendre publiques et de faire en sorte que notamment dans ce genre de concertation, on puisse avoir des chiffres précis pour pouvoir réfléchir avec vous à l'avenir. Derrière les chefs de poste, je peux me permettre d'insister sur le vrai indicateur de l'emploi qu'ils sont, il y a la question de l'initiative régionale, comme disait Jean Raymond, dans ce rôle, on sait très bien que c'est grâce aux producteurs et aux auteurs régionaux qui ont souvent travaillé avec des copains au départ puis après avec d'autres professionnels qui sont très tôt engagés sur des projets, en tant que chefs de poste. Donc l'initiative régionale a un rôle particulièrement important à jouer dans le domaine du développement de l'emploi sur le territoire et donc à travers différentes aides. Sur le Court, parce que l'on pose la question de l'émergence de techniciens, cela permet l'évolution de poste, du poste d'assistant à chef de poste. Il me semble intéressant que le court métrage, qui n'a pas d'impact économique puissant, soit un peu plus réservé à la filière régionale parce que cela permettrait vraiment de sortir des producteurs et de permettre à des auteurs d'exister, de permettre à des techniciens de devenir chef de poste. C'est un format stratégique et aujourd'hui, il n'est pas utilisé pour cela. On a du mal à connaître la part des courts métrages qui sont réellement produits en région puisqu'il n'y a pas de définition claire de ce qu'est un producteur régional. Quand je vois qu'il y a des auteurs extra régionaux qui n'ont fait que deux courts métrages aidés par la Région, des auteurs extra régionaux aidés par la Région une fois et qui après se présentent au long métrage en aide au développement, je me pose la question de l'accompagnement de la filière puisque je connais un certain nombre d'auteurs importants qui n'ont pas eu cette aide, qui ensuite ont été à Clermont-Ferrand... Je considère que c'est une forme d'échec pour la politique et pour nous tous de ne pas pouvoir accompagner ces auteurs régionaux. Donc à un moment, il me semblerait important de resserrer le court métrage et les aides au développement du long métrage sur la filière régionale, en étant exigeant bien sûr mais c'est des moments stratégiques pour le développement des projets et cela permettrait de mieux créer de l'emploi en région et de permettre, je redis, de devenir chef de poste. C'est un moment stratégique dans une carrière.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Les critères artistiques sont inhérents au dispositif du fonds de soutien, notamment en lien avec le CNC. Il est écrit, dans le règlement des comités en charge de l'expertise qu'au-delà des critères artistiques, des qualités littéraires et graphiques des projets, les comités ont un regard sur l'ancrage régional des projets et leur faisabilité technique et financière. En tout cas, il est écrit dans la convention CNC que cette dimension artistique a une importance dans le prisme des comités.

Florent Coulon (producteur Vrai Vrai Films, membre de la Peña) : Sur le dispositif de l'aide au programme, on demande de remettre à l'ordre du jour différents critères : le volet 2, sur la structuration des entreprises de production, ce qui permet de soutenir la diversification des activités, de faire face aux enjeux RSE, et d'accompagner un investissement et aider à la pérennité financière des entreprises, et aussi d'accompagner une montée en compétence d'une équipe salariée permanente via de la formation. Ça nous semble un élément très important pour développer une attractivité durable sur le territoire. Et je vais mettre la notion d'attractivité durable parce que l'attractivité c'est aussi un ancrage des sociétés de façon pérenne sur le territoire ainsi que leur développement. Nous avons, dans ce sens, des propositions de critère d'éligibilité des sociétés régionales. Ce sont des choses que l'on a déjà portées mais que je vais répéter. Au-delà du siège social, c'est la question du bureau d'activité avec des pièces qui peuvent être demandées, que ce soit le bail ou les quittances de loyer. Un autre critère, c'est que le dirigeant gérant ou associé producteur ait sa résidence principale en Nouvelle-Aquitaine. Un avis d'imposition peut être demandé. Et puis, nous avons un autre critère qui nous semble important et qui peut être demandé, c'est que dans le cas où l'entreprise a des salariés permanents, la moitié de ces employés soient résidents en Nouvelle-

Aquitaine et pour ça, on peut tout à fait demander des pièces administratives - soit bulletins de salaire, avis d'imposition, copie de déclaration annuelle à l'AFDAS. On a la masse salariale des permanents et intermittents. Ou autrement, on peut demander éventuellement une attestation sur l'honneur avec le montant annuel de la masse salariale des permanents qui peut être demandée d'être contresignée par l'expert-comptable, ce qui permet d'apprécier la proportion régionale de la masse salariale. Si l'on a, une fiche de paye de chaque salarié régional concerné.

Un autre point, qui pour nous peut être important dans les divers dispositifs, concerne les membres des commissions. Il s'agit d'insister pour que l'on ait plus de régionaux hors Ile de France, pas forcément de la Région Nouvelle-Aquitaine, mais régionaux d'autres régions qui puissent siéger. C'est-à-dire des sociétés implantées et développées dans d'autres régions qui puissent siéger. On constate beaucoup de professionnels d'Ile-de-France. Certes, on a une filière qui est assez centralisée donc c'est normal qu'il y ait un certain nombre de professionnel d'Ile de France mais c'est d'avoir une attention sur les experts, dans les différentes commissions, et que l'on ait plus de régionaux hors Ile-de-France puisque c'est eux qui peuvent être le plus attentifs aux questions de développement territorial et de structuration de la filière.

Un autre point, c'est que le critère de la qualité artistique soit proposé en deuxième critère. Un faisceau d'indices sur l'impact d'une éventuelle aide sur la structuration de la filière régionale prévaudrait. Vous avez parlé tout à l'heure de l'ancrage régional et d'une faisabilité économique, financière. Je pense qu'il faut aller un peu plus loin sur la définition qui reste un peu floue, parce qu'une faisabilité c'est « est ce que le projet va se faire », on ne parle pas de structuration régionale et d'un ancrage. Si l'on parle en termes d'impact de structuration pour la filière régionale, on va pouvoir parler d'emplois permanents. Est-ce que c'est une société justement qui développe de l'emploi, permanent ou pas ? Voilà, je donne des exemples, ça peut être développé plus en détail mais c'est un faisceau d'indices sur un impact de l'aide à la structuration de la filière régionale.

Quand on a des projets avec une qualité artistique plus ou moins équivalente, si je peux me permettre, on proposait l'idée sur la question du chiffrage, d'une bonification pour des projets qui auraient un ancrage régional fort, c'est-à-dire avec 2 critères sur les critères habituels qui sont auteurs/producteurs/tournages/dépenses. Ça permet d'apprécier la question de l'impact pour la structuration.

D'autres points pour nous, sur le Nouvelle-Aquitaine Film Workout (NAFW), il y a la possibilité importante d'avoir deux sessions sur cette aide à la post production. Sur un seul dépôt annuel, un certain nombre d'acteurs qui ont des projets dont la temporalité ne correspond pas à ce dépôt annuel. Faire deux dépôts par an permettrait certainement d'augmenter le nombre de dépôts de sociétés régionales d'une part. Et d'autre part, la possibilité quand siège la commission du NAFW, pour éviter de voir les devis de dépenses régionales à la baisse après le chiffrage, d'avoir un avis favorable puis dans un deuxième temps demander un devis consolidé au producteur qui a reçu cet avis, après le chiffrage serait un plus. Cela permettrait au producteur d'avoir des échanges avec les studios de post production.

En tout cas, faire un chiffrage sur la base d'un devis consolidé aux acteurs régionaux qui sont envisagés permettrait une possibilité intéressante pour éviter ce qui a été évoqué comme effet pernicieux.

Voilà, on a d'autres propositions mais je reprendrai la parole plus tard.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : effectivement sur le NAFW, c'est ce qui avait émergé lors de la deuxième réunion, cette question de proposition de deux sessions plutôt qu'une...

Florent Coulon : Oui, et puis le chiffrage dans un deuxième temps sur un devis consolidé permettrait de sécuriser quand même pas mal de choses. Alors oui, ça demandera une étape en plus mais je pense que ça pourrait être très intéressant.

Yoann Costedoat Descouzeres : Dans la constitution des jurys, il pourrait y avoir peut-être un peu plus de présence de gens qui ont plus de compétences techniques à juger ce qu'il faut comme post production sur le NAFW.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : merci pour ces propositions précises et très claires.

Jean-Raymond Garcia : Je vais revenir, pour être vraiment tout à fait clair, sur ce que peuvent demander les auteurs, producteurs. C'est ce que vient d'exprimer Thierry, Yoann, Florent, François. C'est une stratégie territoriale, ce n'est pas versée dans une dynamique de préférence régionale qu'on voit à l'œuvre dans d'autres régions et qui ont pour effet pervers, y compris d'ailleurs pour les professionnels de ces régions, de ne pas trouver de source de financement ailleurs que dans leur propre région et auprès du CNC, où l'on constate notamment dans le domaine du court métrage qu'évoquait Thierry, des taux de sélectivité pour le CNC de plus en plus durs. Maelys, Noémie et Fabrice étaient à Clermont-Ferrand, et nous avons découvert que le taux de sélectivité au CNC était de 4% des dossiers éligibles déposés. Donc je suis à peu près convaincu que sur ces 4% il y a très peu de productions d'initiative régionale ou d'auteurs d'initiative régionale. Sauf peut-être dans le domaine de l'animation. Et si j'ai une demande à formuler auprès d'ALCA ou du Conseil Régional, c'est que dans les réunions qui existent avec le CNC, vous demandiez à la direction des études du CNC que les futures restitutions à Clermont-Ferrand puissent prendre en considération d'où viennent, en quelque sorte, les films.

J'en viens aussi à une précision qui m'interpelle beaucoup, je suis d'accord avec Thierry, nous sommes beaucoup à le dire. Tout commence par le Court Métrage, pas seulement en termes d'émergence, mais aussi de consolidation de parcours, notamment dans une relation auteur, producteur, réalisateur, collaborateur de création. Et là, très sincèrement, sur la base des chiffres qui ont été communiqués par l'Agence, les signaux sont très défavorables, en tout cas aux auteurs régionaux, c'est moins de 2 % des auteurs régionaux qui ont bénéficié de l'aide à la production au titre du fond de soutien. Et là, je crois, qu'il y a quelque chose qui n'est pas loin de s'apparenter à une politique régionale. Et force est de constater, sur la base des documents fournis par l'Agence, que les analyses qui nous ont été présentées, côté Tribune et NAAIS, nous avons alerté le président de l'Agence et la vice-présidente déléguée à la culture de la Région, le chiffre, tout esthétiquement confondu en matière du fonds de soutien en faveur de l'initiative régionale est en deçà de toutes les autres régions, qui ont su préserver une attention légitime en termes d'investissement à des projets d'initiative extra territoriale. C'est un signal à prendre très au sérieux. Je peux vous assurer que le travail qui a été fait sur la base des documents que vous nous avez communiqués, c'est extrêmement simple, ces dossiers éligibles des bénéficiaires que vous notez comme auteurs régionaux ou producteurs régionaux, sont très faibles et il y a des chiffres que je ne m'attendais pas à trouver à des taux de sélectivité aussi faible dans une région du documentaire ou l'on avoisine à peine 10% d'auteurs régionaux soutenus alors que vu le paysage, on pourrait le penser.

En tout cas, les auteurs dans cette région majoritairement orientée dans le documentaire sont un point capital de la concertation permanente. On ne peut pas faire l'économie de ce partage d'informations et de tomber d'accord sur la nécessité de rééquilibrer le rapport de force et j'insiste, le rééquilibrage entre aide à la production extra territoriale doit s'accompagner d'un rééquilibrage à destination de l'initiative régionale. Ça ne signifie pas la parité sur 10 millions d'euros engagés par la Région, ils demandent juste à monter en puissance. Et comme le disait Florent, consolider des positions de sorte que l'on puisse, avec des projets plus forts, mieux dotés, se rapprocher des instances de soutien national voire international. Vous ne pouvez plus le négliger.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Je pense que quand on parlait de statistiques concernant le court métrage, on parlait de court métrage de fiction puisque le court métrage documentaire était inclus dans les chiffres du documentaire, et ceux du court-métrage d'animation dans les chiffres dédiés à l'animation.

Jean-Raymond Garcia : Nous avons travaillé sur la base de ce que chaque chargé de mission nous a communiqué sur les chiffres 2021/2022. Lors de la dernière réunion à Brive animée par Fabrice et Manon, il a été fait état, sur 83 dossiers éligibles pour 183 déposés, de mémoire, 6 ressortissants (auteurs ou producteurs) de l'initiative régionale ont été aidés... C'est très peu. Comment voulez-vous

bâtir un déploiement vers le long métrage de fiction ? Et ça vaut également pour le documentaire de cinéma, pour l'animation... Si les chiffres sont plus flatteurs dans le domaine de l'animation, mais là aussi il y a des aspects de modalité qui, peut-être, donnent ces éléments d'explication, sans compter la spécificité du territoire angoumois et les 2 millions d'investissements du conseil Départemental de la Charente, voilà la situation qui est la suivante, il y a un fonds de soutien qui est très nettement en déséquilibre en faveur de l'initiative régionale des départements qui ne sont pas des partenaires naturels, des fonds de filière. Laisser ces mêmes fonds, filière, qui sont à la fois en termes de fréquence et de moyen bien insuffisants, en tout cas à la hauteur des enjeux d'une communauté professionnelle qui est montée en puissance tant quantitativement que qualitativement.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : C'est toujours intéressant quand on regarde les pourcentages d'auteurs régionaux ou de sociétés de productions régionales dans les soutiens, de regarder également les pourcentages dans les dépôts et de voir ainsi quelle est l'évolution dans le passage d'un pourcentage à l'autre. On parle des chiffres de soutien, mais il faut également regarder les chiffres du nombre total de dépôts.

Jean-Raymond Garcia : Je ne suis pas d'accord avec cette dernière remarque pour une raison simple, si le fonds de soutien n'a pas de vocation à prendre en compte l'initiative régionale, nous sommes donc en concurrence avec des auteurs chevronnés. Il n'y a pas de premier collègue par exemple, alors que ça avait été évoqué il y a déjà quelques années. La constitution d'un collège qui prenne en considération les premiers films. Je vais même plus loin, je pense que, eut égard au succès rencontré par un certain nombre de producteurs dans le domaine de l'international, qu'il s'agisse de longs métrages pour le cinéma de fiction ou documentaire, ou animation, ça ne serait pas inintéressant parce que c'est une spécificité de la Nouvelle-Aquitaine, qui a été la première région de mettre en œuvre un dispositif à la coproduction internationale, de créer un fonds de soutien spécifique à la coproduction internationale qui pourrait inclure le développement, ne serait-ce que parce que les évolutions de l'aide au cinéma du monde ne vont pas tant que ça dans le sens des producteurs français, des coproducteurs français. Il y a un défaut de réflexion, comparer avec un certain nombre de dispositifs tant nationaux qu'internationaux et il me semble primordial que l'Agence ALCA et la Région prennent à bras le corps cette question du déséquilibre. Ça relève de la stratégie territoriale. Je ne défends pas la cause de la préférence régionale. Mais on va voir de la lassitude et des départs de la communauté professionnelle si l'on ne s'attache pas à préserver et consolider le moyen donné à cette communauté.

Thierry Lounas : On constate qu'il y a plusieurs régions qui ont réservé leur aide aux courts métrages à leur filière. Cela nous met en concurrence déloyale puisque leurs professionnels peuvent déposer en Nouvelle-Aquitaine mais l'inverse non. Je ne peux que redire que le court métrage est un format à part entière, un format de formation, d'accompagnement, de consolidation et d'émergence. Il y a des choses à prévoir, peut-être deux mesures. Un groupe de présélection d'initiative régionale et un groupe de présélection extra régionale, avec 5 projets de chaque groupe qui montraient en plénière. Cela permettrait à la filière d'être représentée en plénière. C'est important parce que l'on voit bien que les taux de sélectivité sur le court métrage sont très faibles, c'est un peu la loterie. La Région est un peu un deuxième CNC, elle reçoit autant de projets. A partir de là, il faut pouvoir permettre à la filière de monter en plénière et défendre leur projet à l'oral. Cela serait une première mesure d'avoir 2 groupes de présélection et c'est important, car j'ai souvent été confronté à ça. Je pense que c'est important que quand un auteur ou un producteur régional connaît un succès à l'extérieur de la région, il puisse y avoir une montée en plénière automatique pour pouvoir défendre son projet. On s'est retrouvé dans une situation un peu étrange où des projets qui avaient Canal +, en région se sont retrouvés à ne pas être présélectionnés. Et c'est arrivé pour le long métrage. Exemple de « Vincent doit mourir ». Pour éviter que les professionnels régionaux ne se retrouvent en situation d'échec dans leur propre région, il ne s'agit pas d'avoir une aide automatique, évidemment, mais il s'agit d'avoir un accès à la plénière favorisé et surtout quand le taux de sélectivité est important. Notamment s'il y a une chaîne nationale sur un court métrage, il me semble normal que le producteur qui l'a eu puisse

monter en plénière de manière automatique. Il faut pour cela une définition très claire des producteurs régionaux. Je connais certains producteurs qui ont une adresse parisienne, on les connaît, on connaît tous la situation des uns et des autres. Donc une définition claire que réclament les professionnels depuis plusieurs années déjà.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : La définition de l'initiative régionale, c'est l'objet du groupe 1 de ces concertations.

Thierry Lounas : Comme le disait Florent, la définition serait de souscrire son siège social, bureau d'activité, avec un dirigeant ou un salarié résidant sur le territoire et au moins 50% des salariés sur le territoire. C'est une définition assez claire qui permet aux producteurs de participer à la vie économique et au développement de l'emploi sur le territoire.

Et je me permets juste de m'associer aux critères qui avaient été exposés pour le NAFW d'avoir deux sessions. Évidemment les longs métrages que je produis doivent, prioritairement pour des raisons de partenariat financier aussi avec des partenaires, être prêts pour Cannes, or tous ces films qui doivent l'être c'est au mois de mai, donc automatiquement, ils sont inéligibles au NAFW. Ce n'est pas possible de n'avoir qu'une seule date, il faut qu'il y ait une date avant ça, ça peut être au festival de Brive par exemple, et aussi ne pas demander que la première ait lieu après le festival en question. Je pense que la première peut avoir lieu pendant l'année pas forcément après puisqu'il s'agit d'accompagner des projets en post production.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Merci pour ces préconisations concrètes que nous inscrivons et qui devront forcément passer ensuite par le comité décisionnel et par le filtre de la faisabilité juridique, et en par rapport aux accords CNC.

Jules Grange (Kidam et la Peña) : Je voulais rebondir sur l'initiative régionale, cela serait intéressant d'avoir un échange technique et juridique sur des propositions concrètes. On est tous d'accord pour les deux sessions du NAFW. Il y a des choses qui reviennent mais avec des blocages, sur le volet 2 par exemple. Comment approvisionner le dispositif dans sa mise en place alors que je pense que ce dispositif en tant que tel satisfait quand même la plupart des entreprises installées en région. Et ensuite, sur les fonds de soutien, effectivement, de pouvoir réfléchir, enfin soulever, les conséquences des mesures concrètes sur la variabilité des différents critères selon le type de projet pour que l'on puisse se positionner et avoir un retour de ce qui est faisable. Qu'on puisse avoir une idée pour pouvoir rebondir sur des propositions concrètes. C'est surtout de ça que l'on a besoin, de se positionner pour pouvoir justement rendre un peu concret les différentes choses qui reviennent depuis les dernières réunions. Aussi sur l'alignement avec les départements que l'on avait déjà évoqué à Brive. Et puis, les différents dispositifs qui permettent de s'installer, les aides à la post production, soit juste le NAFW, soit autrement, tout ça pour qu'on puisse réfléchir à budget constant, ce serait intéressant de se pencher un peu plus concrètement là-dessus.

Je voulais aussi rebondir sur un aspect plus technique qui est noté dans l'ordre du jour, sur les crédits d'impôt car c'est très technique. Tu joues dans l'attractivité territoriale si les sièges sociaux sont installés en Nouvelle-Aquitaine. Nous avons eu, avec Kidam, pas mal de soucis avec les services d'impôts de Bordeaux qui ne connaissent pas ou sont moins formés sur ce crédit d'impôt qu'en Ile-de-France. Et cela pose une vraie question de l'attractivité de la société sur le territoire parce qu'à partir du moment où on fait des films à plusieurs millions d'euros qui comportent du crédit d'impôt, on a des délais de paiement qui sont de plusieurs années, du fait d'une moins bonne expertise des services des impôts. C'est quelque chose de très technique mais qui est une conséquence très concrète qui fait que l'on paie des frais financiers pendant plusieurs années sur des montants assez importants. Peut-être faire une collégiale avec la Région, l'Agence et les services des impôts. Cela permettrait de simplifier ces choses-là parce que c'est effectivement un outil national très important pour nous, on s'inscrit complètement dans cette logique de multiplier les soutiens. Je rebondis sur ce que disait Jean Raymond tout à l'heure, dans l'attractivité territoriale, c'est important justement de ne pas avoir de

préférences régionales et donc d'avoir des financements qui permettent de multiplier les soutiens qu'ils soient nationaux, européens, internationaux ou régionaux. Et là, le crédit d'impôt, c'est quand même assez important. Ce sont des aspects très technique mais qui peuvent être un frein pour l'attractivité territoriale.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Je ne sais pas si cela peut répondre à la question du besoin d'informations concrètes mais afin de soupeser un peu les dispositifs dans cette contrainte à budget constant, si cela peut faire avancer le débat, en termes d'enveloppe par dispositif on a : sur le fonds de soutien avec les aides à l'écriture, au développement, à la production, trois fois par an, on est à un peu plus de 6 millions d'euros de la part de la Région, dont 510 K€ pour la conception ; sur le fonds FILM il y a un budget de 570 K€ ; NAFW on est à à peu près 150 K€ ; et 430 K€ pour l'aide au programme. Mais je ne sais pas si ça répond à cette question.

Jules Grange : C'était pas tant sur les enveloppes la question, mais plutôt de pouvoir voir à partir du moment où l'on touche à un critère, par exemple sur le documentaire, je sais qu'il y a des choses qui reviennent, parce que c'est des formes où la question de la localisation du tournage, du nombre de dépenses en région, se recoupent parfois, parce que c'est souvent des tournages à l'étranger et donc la fusion de critères sur certains dispositifs, sur certains formats, c'est là où cela serait intéressant de pouvoir estimer quelles en seraient les conséquences. Pouvoir l'estimer de façon collégiale et donc de pouvoir prendre, suivant les différents soutiens, des mesures concrètes d'évolution. Que l'on puisse par forcément se positionner sur les enveloppes en entier mais sur quelles évolutions possibles et qu'est que cela donnerait.

Yoann Costedoat Descouzeres : Une réflexion me venait sur le décalage qui vient d'être évoqué sur le versement de subventions., C'est une discussion qui a lieu en dehors de ces concertations, entre personnes qui font de la post-production, et ce qui se passe aussi pour les prestataires de post-production. On peut se retrouver dans des situations où l'on fait un peu la trésorerie des sociétés qui peuvent être nos clients. Ils ne nous paient pas avant d'avoir touché les subventions et je pense que sur ces dispositifs, en tout cas, plusieurs personnes de post-production ont émis l'idée que, sur un dispositif comme le NAFW, les règlements pourraient être directement versés à destination du prestataire ? Voilà, je n'ai pas de solution mais je soulève cette réalité de terrain.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : ok c'est noté pour les délais de versement et la proposition liée.

Yoann Costedoat Descouzeres : La question première est bien celle-là.

Thierry Lounas : Je voulais rebondir sur le crédit d'impôt, les taux ont flambé, surtout en cette période de guerre avec l'Ukraine. Ça coute extrêmement cher donc comment on fait ? J'ai eu le même problème avec les impôts en Nouvelle-Aquitaine, on a eu +6 mois de délai pour les vérifications, ça m'a coûté 6 mois de frais financiers. C'est un peu technique, certes, mais c'est extrêmement important, même capital. Donc effectivement, si c'est possible d'avoir un dialogue avec les impôts parce qu'ils ne sont pas du tout armés pour faire face à nos questions d'impôts audiovisuels. Autre chose qui pourrait être envisagé, déjà évoqué jadis, c'est la question d'un prêt à taux 0, qui nous permettrait de faire baisser les frais financiers. C'est-à-dire, permettre aux sociétés non pas d'avoir une subvention mais d'avoir un prêt à taux 0% pour emprunter moins cher. Sur mon dernier film, j'ai payé 200 000€ de frais financiers, donc la subvention que j'ai touché de la Région m'a servie à payer ces frais. C'est intéressant de voir si le prêt à taux 0% qui se fait dans la direction de l'économie sur certaines sociétés pourrait être envisagé. Je sais que c'est technique, parce que ce sont des financements qui sont divers et variés et que c'est compliqué pour une région de comprendre ce système. Mais peut être mettre en place quelque chose qui permettrait de manière automatique de faire monter le fonds de soutien en créant une baisse des frais financiers pour les producteurs les plus importants.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Un dialogue avec la direction de l'économie pour pouvoir travailler sur des prêts à taux 0 pour faire face à ces frais financiers qui sont en augmentations et une formation des équipes dédiées qui traitent ces dossiers aux impôts pour faire accélérer le mouvement, et baisser les coûts, ok.

Quelles autres idées, propositions pour faire émerger de ce groupe des propositions sur la question des dispositifs sous le prisme de l'attractivité ?

N'hésitez pas pour ceux qui n'ont pas encore pris la parole, chaque expérience est intéressante à entendre aussi bien pour nous que pour les autres, donc n'hésitez pas. Il est toujours aussi possible de faire des contributions écrites à travers un Email à Sandrine Thoreau de l'équipe ALCA, qui centralise les contributions écrites.

Jean-Raymond Garcia : Puisque cela a été évoqué par les producteurs à l'endroit du fonds filière, la nécessité de doubler le nombre de sessions, c'est clairement une demande des auteurs de NAAIS et de la Tribune sur l'aide au projet d'après. C'est le seul dispositif spécifiquement dédié aux auteurs selon les modalités qui s'appartenaient à une aide au concept qui est un élément important, avant de se projeter vers l'aide à l'écriture et afin de lever l'ambiguïté liée à la rédaction de l'ordre du jour et qui a été abordé hier dans le groupe de travail animé par Nathalie et Noémie sur le parcours d'auteurs. On n'entend pas forcément la mise en œuvre du dispositif « Parcours d'auteur » tel appréhendé par le CNC mais d'abord de poser la question sur la situation de l'auteur en région, qu'ils appartiennent au documentaire, à la fiction, les auteurs graphiques également pour l'animation, vous êtes informés du rapport rendu par Vincent Leclercq, confié par la SACD. Il y a eu une première restitution début avril, il est venu présenter le rapport et ce qui est notable au niveau de l'ensemble des régions françaises, c'est un déficit de stratégie territoriale sur la question des auteurs. Tout esthétiquement confondu, et je parle bien de la stratégie territoriale à l'endroit des auteurs en région.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Donc passer à 2 sessions également de l'aide au projet d'après et passer à 2 sessions par an sur le NAFW, vous l'avez dit clairement. Est-ce aussi une attente du côté d'autres dispositifs tel que l'aide au programme qui est une seule fois dans l'année ou pas ?

Jean-Raymond Garcia : Florent, Thierry et Jules qui ont participé à une réunion de travail avec la Région sur l'aide au programme et l'évolution de la nature des crédits, du fonctionnement vers l'investissement, qui a malheureusement favorisé l'annulation de l'axe 2 et c'est très important car ça veut dire qu'il n'y a pas eu de compensation en termes de l'aide à la mobilité puisque cet axe 2 c'était aussi la possibilité pour les producteurices de se déplacer. Même s'il existe un système de délégation pris en charge par l'Alca, il est de plus en plus sollicité parce que, comme je le disais lors d'une précédente intervention, il y a une montée en puissance, si je puis dire, quantitative et qualitative de la communauté professionnelles et cela conduit l'Agence à un arbitrage économique qui a consisté à ne plus ou à diminuer sensiblement les délégations en faveur d'auteurs, ce qui est un peu une double peine parce que, comme vous le savez, cela a déjà été dit à plusieurs reprises, la situation économique des artistes auteurs est non seulement fragile et, hélas pas seulement en région, mais précaire nationalement.

Maelys Gosset, ALCA : Il y en avait deux à Cannes, juste pour préciser. Les délégations sont ouvertes aux auteurs, réalisateurs, producteurs aussi bien sur des délégations qui sont à l'initiative de l'ALCA sur des festivals « ciblés ». Il est aussi possible pour vous d'en faire la demande sur d'autres festivals qui vous semblent important pour votre pratique professionnelle et que vous avez ciblés. Vous pouvez nous en faire la demande et à ce moment-là, suivant les possibilités budgétaires, nous y répondrons favorablement si c'est possible. A ce jour, nous avons toujours répondu favorablement à une demande faite par un auteur.

Jean-Raymond Garcia : Je peux même dire que j'en ai bénéficié puisque qu'à ma demande j'ai intégré ce dispositif, non pas la délégation organisée par l'ALCA, et qui consistait à organiser des rencontres pour des auteurs de la région avec des pitches à Talents Connexion, si je ne dis pas de bêtise.

Maelys Gosset, ALCA : c'est un programme du festival de Clermont-Ferrand, Talents Connexion.

Jean-Raymond Garcia : Tout à fait, l'aide à la mobilité pour les auteurs, elle est à la proportion congrue, tu disais toi-même qu'il y avait des arbitrages budgétaires qui étaient faits et on peut le comprendre, ceci posait là encore la question de rééquilibrage. Il y a aussi une question d'information, les auteurs sont moins bien informés, et on a notre part de responsabilité là-dessus, des dispositifs qui peuvent exister auprès de l'Agence. Au mois d'octobre, NAAIS, la Tribune, l'ALCA et la Région ont eu une réunion où l'on a demandé la mise en œuvre d'un webinaire d'info un mois avant les sessions notamment du fonds de soutien qui peut nous permettre, d'une certaine façon, de favoriser votre travail et de ne pas être pollué par des demandes incongrues. Nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion, sinon par la Région, à avoir un webinaire sur l'aide au projet d'après qui s'est avéré d'ailleurs extrêmement instructif sur les modalités d'organisation et qui a mobilisé beaucoup d'auteurs de NAAIS et de la Tribune. Sur la question de l'attractivité et la consolidation, la question de l'information c'est primordial. Je constate par ailleurs, qu'il y a deux niveaux d'information, il y a les adhérents des organisations professionnelles subventionnées par la Région et puis il y a des personnalités, des entreprises indépendantes où l'accès à l'information est plus difficile.

Jules Grange : Je ne savais pas qu'il fallait aussi doubler les sessions sur l'aide au programme, je trouve que ça fait sens pour le NAFW puisque pour des raisons évoquées, c'est du timing parce que l'on est en grande majorité des producteurs, avec des listes de films indépendants d'auteurs, donc on vise des grands festivals et l'on va enfin avoir une fenêtre qui permet de viser Cannes, c'est pas mal sur les deux programmes pour nous en tout cas. Je mets de côté les choses déjà évoquées sur les différentes enveloppes, le volet structure mais juste quelque chose qui revient plus récemment, même si nous on trouve que c'est une aide assez fondamentale dans la réactivité territoriale et dans la structuration des entreprises dans la région, il y a un point qui est assez important sur la notion de l'émergence des projets où il faut que ce soit en tout début d'écriture, mais on a vu aussi le critère se resserrer avec des projets qui deviennent inéligibles parce qu'entre le moment du dépôt et le moment de la commission, des aides sont obtenues. Ce qui nous paraît quand même très restrictif puisqu'il faut à la fois un nombre de projets assez importants qui viennent d'être signés, au moins trois de mémoire, et d'avoir sur une période donnée des 3 nouveaux projets fraîchement signés qu'il ne faut donc pas déposer d'aide sur ces projets les mois qui précèdent ce moment et ni après puisque c'est en mars. Les calendriers des aides sont à peu près les mêmes partout que ce soit au niveau national ou même européen et donc en fait, cela nécessite de bloquer les financements des projets en développement pendant 6 mois à peu près. Du coup, ce qui est une règle qui est assez louable au départ de dire "on veut des projets qui soient le plus frais possible" mais les règles dans la façon dont elles sont appliquées compliquent l'exercice aussi. Il faudrait donc trouver un équilibre entre écriture et de bénéficier d'un soutien entre les deux.

Geoffroy FAURE, NAAIS : Plusieurs réflexions me viennent en vous écoutant, beaucoup de choses se recoupent entre les différentes réunions. Je souhaite revenir sur deux points. Une filière qui va bien, c'est comme dans le sport, il faut des amateurs comme des athlètes de haut niveau. Pour l'aide à la post-production, une aide accessible aux associations (avec un numéro INSEE) est à garder et peut être même à valoriser. Et du coup, ça va avec la question de l'information, comme par exemple la représentation en festival. Cette info de délégation n'est pas connue, comme pleins d'autres, par les nouveaux professionnels. Donc, une maison des auteurs pour ce partage d'infos, un endroit où circule l'information. Un espace entre la région, auteurs, producteurs, presta. Ce que j'entends aujourd'hui, c'est qu'il y a peu d'endroit pour maintenir ce dialogue, donc comment le maintenir pour que les informations passent et finalement que cela évolue petit à petit ?

Jean-Raymond Garcia : En réalité, je n'étais pas, moi aussi, au courant de ce dispositif mais j'ai tenté ma chance. Maelys m'a orienté vers une info sur le site de l'Alca, pour la mobilité, accompagnement des auteurs et producteurs, avec un formulaire à remplir.

Jean-Raymond Garcia : Ce serait intéressant que vous puissiez, sur l'accompagnement hors aide financière aux auteurs et producteurs, avoir le nombre de demandes, qui demande, quelle fréquence, quel festival ... Car elle n'en est pas moins importante et d'avoir une vue sur les festivals qui ne sont pas forcément les festivals identifiés auxquels légitimement vous organisez et engagez des délégations.

Thierry Lounas : Je vais juste revenir sur l'aide au programme et souscrire à ce qu'y a été dit par Kidam. C'est vrai que l'aide au programme est une aide symboliquement importante pour nous qui reflète notre activité une fois par an. Et donc la nécessité de passer sur des crédits d'investissement et passer d'une vue administrative à une aide au projet. En tant que producteur, on fait de l'emploi permanent, et je pense que c'est aussi l'intérêt de la Région d'avoir une aide qui reflète notre dynamisme économique, dynamisme aussi de versement des droits d'auteur à des auteurs ou des intermittents. On a une aide qui nous permet de fournir ces indicateurs et être connus. Un point qui est difficile à contrer c'est le problème de recrutement régional. On manque de chargés de production en région. On reste un pays très centralisé, si j'ouvre une candidature en Nouvelle-Aquitaine, j'aurai 10 fois moins de candidatures que sur Paris et de 10 fois moins de bonne qualité. Et c'est pour ma société un vrai problème, puisqu'on parle d'attractivité. Ce n'est pas simple d'avoir des chargés de production plus expérimentés ou qui veulent rester pour continuer leur carrière en région. C'est une réelle difficulté de recrutement. Et si nous n'avons pas les aides qui à un moment soutiennent les entreprises dans leur volonté de créer des postes permanents et de permettre de compenser cette difficulté de recrutement par un vrai soutien à l'emploi permanent et bien nous allons plus avoir beaucoup d'intérêt à rester en Nouvelle-Aquitaine. Nous ne sommes pas là que pour les subventions mais parce qu'on pense que l'on peut s'y installer. J'ai toujours une société installée en région et on a beaucoup cru à la décentralisation mais ce n'est pas simple de recruter dans mon domaine qui est le long métrage de fiction en dehors de Paris.

Florent Coulon : Je souhaite intervenir sur l'aide au programme dont j'ai déjà évoqué le retour d'un volet deux, 2 sessions par an, cela serait cohérent. Le nouveau règlement est un peu restrictif, parce que l'on peut avoir des aides numériques assez minimes qui nous bloqueraient dans la production. Je trouve ça un peu compliqué donc il pourrait y avoir un montant d'aide moins restrictif. Et puis il y a un problème de calendrier, un dépôt début février, réponse mi-juin, 4 mois et demi ça semble un délai trop important. Nous allons avoir une réponse dans un temps ou par ailleurs, nous pouvons avoir déposé un aide après et avoir eu une réponse d'autres guichets. Et enfin, le Fonds FILM, qui a aussi maintenant deux sessions, un dépôt début février et début juin... c'est beaucoup trop prêt. Est-ce que l'on ne pourrait pas l'équilibrer par semestre pour que ce soit un peu équilibré pour plus de cohérence ?

Stephan Boschat, société MAKMA : Je suis un petit nouveau dans cet univers. Je m'occupe depuis plus de 20 ans d'un studio de création et de production de bandes dessinées et de mangas, un peu à côté du sujet d'aujourd'hui mais il s'avère que depuis quelques temps, nous sommes en train de travailler sur un autre sujet. Les webtoons, c'est de la 2D numérique qui nous permet de toucher l'univers de l'animation. Et nous sommes en train de créer un studio de production déléguée qui veut faire de l'animation. Je suis là surtout pour apprendre. Mon sujet principal c'est une approche collective de plusieurs artistes/auteurs. Nous avons une approche plutôt centrale que l'on appelle IP à l'heure actuelle. J'aimerais démarrer les projets non pas en me disant, "ça va être un dessin animé" ou "ça va être une BD", mais en me disant d'abord "ça va être un projet original et je vais lui donner un maximum de formes d'exploitation possible". J'essaie alors de connaître un peu tous les sujets. Mais j'ai du mal

à trouver un centre, le centre de l'entonnoir. J'ai l'impression qu'il faut chercher une case, peut-être la case animation, peut-être la case audiovisuelle. C'est surtout des questions que je me pose et je cherche des réponses. Si certains d'entre vous sont déjà dans cette approche depuis longtemps, ça m'intéresse de connaître le sujet.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Merci beaucoup, effectivement l'enjeu de l'interconnaissance et de la mise en réseau, à Brive, a été pointé du doigt par ce groupe de travail et dans tous les autres groupes. Jean Raymond, tu voulais préciser une dernière chose ? j'ai vu que tu avais parlé de la mutualisation des emplois dans la conversation.

Jean Raymond Garcia : Je voulais juste porter à l'attention des participants, qu'il est beaucoup question de diversité de genres, de pratiques esthétiques, mais aussi de structures économiques, il faut aussi y réfléchir. Certaines sociétés actives agissant en qualité de production exécutive impliquées sur les territoires n'ont pas le volume de projets justifiant ou permettant l'emploi permanent et ça c'est une question que j'invite à nous poser sur les conditions associées à l'aide au programme d'activité, cela peut être une vraie piste de mieux appréhender les outils de mutualisation d'emplois. Ça a été souvent évoqué par Isabelle Barrère, notamment dans le groupe de travail par Fabrice et dans les comptes rendus.

Ingrid Florin-Muller, ALCA : Tout à fait, à chaque fois c'est quelque chose qui revient. On peut se dire que l'on a réussi à formuler des préconisations concrètes et précises sur les dispositifs différents lors de cette réunion. Et c'était bien là notre objectif. Pour clôturer les travaux de ce groupe de travail, une synthèse des échanges et un compte rendu détaillé seront envoyés et une restitution des groupes sera faite à La Rochelle le 3 juillet prochain. Merci à tous.